

Le droit de l'environnement repose sur de grands principes juridiques comme par exemple le principe de précaution, le principe pollueur-payeur, ou encore le principe de participation.

Au cours des dernières décennies, les personnes publiques et privées, averties par la communauté scientifique, ont de plus en plus pris conscience des menaces pesant sur l'environnement. La volonté de prévenir ou de sanctionner tout comportement jugé néfaste et cette prise de conscience climatique ont conduit à une évolution rapide du droit de l'environnement, comme le montre ces dernières années l'adoption, au niveau national, de lois sur la transition énergétique (2015), sur la reconquête de la biodiversité (2016) ou sur l'économie circulaire (2020), ou au plan international l'adoption de l'Accord de Paris sur le climat (2015) ou encore du Protocole de Nagoya pour un partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques de la biodiversité (2010).

La Fondation UVED vous propose dans ce focus une sélection de ressources pour vous permettre de découvrir les principes qui fondent les politiques environnementales et les grandes lignes du :

« Droit de l'environnement »

PARTIE 1

LES GRANDS PRINCIPES JURIDIQUES

⇒ Le principe de précaution



[Le principe de précaution et l'exemple des OGM](#)

Pierre-Henri Gouyon, biologiste, Professeur au Muséum National d'Histoire Naturelle (Paris) et Denis Grison, ingénieur et philosophe, chercheur au Laboratoire d'Histoire, dialoguent au sujet de la naissance du principe de précaution et de sa mise en application avec l'exemple des OGM.

⇒ Le principe pollueur-payeur



[Outils juridiques et économiques de gestion de la biodiversité](#)

Dans cette vidéo, Catherine Aubertin, directrice de recherche à l'IRD, présente les différents types d'instruments économiques et juridiques qui permettent de mieux répondre à l'enjeu "biodiversité".

⇒ Le principe de partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques



[Les principes éthiques onusiens du DD – Le Protocole de Nagoya](#)

Dans cette vidéo, Sylvie Ferrari, Maître de conférences à l'Université de Bordeaux, présente le Protocole de Nagoya, lié à la convention des Nations-Unies sur la diversité biologique, sous l'angle de l'éthique environnementale. Puis elle discute des intérêts et des limites de ce protocole, qui porte sur l'accès aux ressources génétiques.

PARTIE 2

DROIT INTERNATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT : TEXTES ET DEBATS

⇒ L'accord de Paris



[L'Accord de Paris sur le climat - de la COP21 à la transformation du monde](#)

Dans cette vidéo, Teresa Ribera, ancienne directrice de l'Institut du Développement Durable et des Relations Internationales (IDDRI), nous présente les grandes avancées liées à la COP21 et à l'Accord de Paris en matière de lutte et d'adaptation au changement climatique.

⇒ Les ODD



[Une introduction historique aux ODD](#)

Jean-Michel Severino, Président de Investisseurs & Partenaires, discute dans cette vidéo de l'origine des Objectifs de Développement Durable (ODD). Il revient notamment sur les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) puis sur les processus d'élaboration des ODD.

⇒ Les grandes conférences internationales



[Le développement durable au sommet? Les grandes conférences internationales de Stockholm à Rio+20](#)

Franck-Dominique Vivien, Professeur à l'université de Reims Champagne-Ardenne, présente les principales conférences internationales en matière d'environnement et de développement durable. Il propose notamment un focus sur le sommet de Stockholm (1972), le sommet de Rio (1992), le sommet de Johannesburg (2002), et enfin le sommet Rio+20.

⇒ Le droit international de la mer



[Droit international de la mer et ressources situées en mer: quels enjeux actuels ?](#)

Florence Galletti, Chargée de recherche à l'IRD, propose un aperçu du droit de la mer et des grands enjeux qui lui sont associés. Elle présente les grandes évolutions pour bien comprendre ce domaine, et présente les défis à relever, comme par exemple la sécurisation des délimitations maritimes,

l'encadrement des pêches en eau profonde, ou encore l'efficacité du droit international des pêches maritimes.

⇒ La reconnaissance du crime d'écocide



[Biodiversité et paix](#)

Nadia Belaïdi, chargée de recherche au CNRS, présente les parcs pour la paix, aires protégées ayant un objectif de protection transfrontalière de la biodiversité, de paix entre les populations partageant des ressources, et de développement local. Elle évoque ensuite l'ensemble des discussions liées à la reconnaissance du crime d'écocide, acte de destruction

irréversible, intentionnel ou non, d'un écosystème.

PARTIE 3

DROIT DE L'ENVIRONNEMENT EN FRANCE ET EN EUROPE :
EXEMPLES DE LOIS ET DE DIRECTIVES

⇒ La restauration et la compensation écologiques



[Le droit et l'ingénierie écologique : une approche par le prisme de la restauration écologique](#)

Marthe Lucas, Maître de conférences à l'Université d'Avignon, examine la double contribution du droit dans le déploiement des pratiques d'ingénierie écologique. Elle montre d'une part que le droit est porteur d'obligations pour restaurer des écosystèmes ou pour compenser des impacts écologiques, et

d'autre part que le droit est utile pour encadrer la mise en œuvre de ces pratiques. Elle conclut par une discussion sur les intérêts et les limites des instruments juridiques dans la perspective d'une préservation et d'une réparation des écosystèmes.



[La compensation écologique](#)

Harold Levrel, professeur à AgroParisTech, discute dans cette vidéo de la compensation écologique. Contextes de mise en place, modes opératoires, faisabilité, indicateurs, mutualisation, proximité, il décrit avec précision ce type de mesures et les enjeux qui lui sont associés.



[Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations : la compétence GEMAPI](#)

Freddy Rey, directeur de recherche à l'INRAE, présente la compétence GEMAPI qui sera obligatoire pour les collectivités à partir de 2018. Il en explique les fondements et évoque les implications que cela pourrait avoir sur les réflexions et pratiques autour de l'ingénierie écologique.

⇒ [La protection des espaces](#)



[La typologie des espaces naturels français : les familles réglementaires](#)

Depuis plus d'un siècle, la France a progressivement construit un système de protection diversifié et complexe d'espaces naturels, pour protéger les paysages, la faune et la flore et faire face à la diminution de la biodiversité. Parce qu'on ne protège pas de la même façon une tourbière inhabitée ou un espace rural, plus d'une dizaine de types de protection a été créé. Quelles sont leurs différences et leurs complémentarités ? Quels sont les enjeux et les débats qui les animent aujourd'hui ? De quels moyens disposent-ils ? Découvrez la typologie des espaces naturels français grâce à ce module.

⇒ [La protection des animaux](#)



[Introduction au droit animal](#)

Cédric Sueur, maître de conférences à l'Université de Strasbourg, discute dans cette vidéo de la question du statut juridique de l'animal. Il définit les termes de cette problématique avant de retracer, au plan français, l'histoire de cette prise en compte dans la Loi. Puis il met en lumière, au plan international cette fois-ci, les dynamiques et les propositions les plus récentes en lien avec le droit animal.

⇒ [La protection des végétaux](#)



[Les instances internationales, communautaires et nationales en charge de la protection phytosanitaire et les dispositions réglementaires \(Sécurisation phytosanitaire - Grain 2\)](#)

L'objectif de ce grain vise à faire connaître les instances en charge de la protection des végétaux et les différents textes en vigueur permettant de réduire le risque d'introduction et de dissémination d'organismes nuisibles à l'occasion d'échanges de matériel végétal sur le plan international, communautaire et français.

⇒ Le devoir de vigilance



entreprises donneuses d'ordre.

[Devoir de vigilance et chaîne de valeur étendue pour un management responsable](#)

Béatrice Bellini, Maître de conférences à l'université Paris Nanterre, explique dans cette vidéo ce qu'est la notion de chaîne de valeur étendue, qui s'inscrit dans des évolutions réglementaires récentes comme, en France, la Loi du 27 mars 2017 relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des

⇒ La lutte contre l'obsolescence programmée



[Obsolescence programmée : théorie, enjeux et cas pratiques](#)

Vincent Aurez, expert à l'Institut National de l'Économie Circulaire, décrit dans cette vidéo la notion d'obsolescence programmée. De son inscription dans la Loi française aux accusations faites à plusieurs groupes industriels, il en présente l'actualité et les jeux d'acteurs.

PARTIE 4

PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT DANS LE DEVELOPPEMENT DE PROJETS :
PROCESSUS ET ACTEURS

⇒ Le processus réglementaire en lien avec le développement de projets



[Construire des grandes infrastructures de transport - Le processus réglementaire](#)

Entretien avec Claude Gressier (haut fonctionnaire du ministère des transports) qui montre les différentes étapes de la décision publique. Comment on passe d'un schéma directeur avec des orientations générales à la décision pour la construction d'un équipement ? Quel est le parcours institutionnel ?



[Le cadre réglementaire pour l'implantation d'un parc éolien en France](#)

L'implantation de parcs éoliens en France s'effectue dans le cadre de la réglementation établie par l'État. Celle-ci a cependant évolué au cours de ces dix dernières années afin de permettre le développement des filières « énergies renouvelables » (notamment celle des éoliennes), mais également d'encadrer les projets afin qu'ils s'insèrent le mieux possible sur les territoires. Cette ressource rappelle les principales sources réglementaires afin de comprendre dans quel cadre s'opère un projet d'implantation d'un parc éolien.



[Juriste en droit de l'environnement](#)

Antoine Gatet vous présente son métier de juriste en droit de l'environnement à France Nature Environnement.

[M'inscrire - Me désinscrire des Focus de l'UVED](#)

[Nous contacter](#)